

faveur joueront contre nous, car les prix des marchandises que nous exportons augmenteront moins rapidement que les prix des marchandises que nous importons.

Le financement du déficit du compte courant nécessitera l'importation nette d'importants capitaux. L'année dernière nos importations nettes de capitaux totalisaient deux milliards de dollars. Cette année nous devons probablement importer beaucoup plus que le double de cette somme. Comme vous le savez, j'ai récemment retiré la requête gouvernementale aux emprunteurs canadiens de faire d'abord appel aux fonds disponibles sur les marchés canadiens de capitaux avant de recourir aux marchés obligataires étrangers. Le Parlement a également approuvé une prolongation de l'exemption de la retenue fiscale touchant l'intérêt sur les obligations du gouvernement. L'exemption s'appliquera maintenant aux titres de l'État émis avant 1979. J'aimerais profiter de l'occasion pour dissiper toute confusion qui pourrait subsister en matière de politique canadienne vis-à-vis des sources étrangères auprès desquelles les emprunteurs canadiens peuvent tenter de se procurer des capitaux. Il n'est pas de la politique du gouvernement de pratiquer quelque favoritisme que ce soit à l'égard des sources étrangères de capitaux entrant au pays.

Le déficit du compte courant et les importations de capitaux qu'il entraîne signifient que nous effectuerons un prélèvement net plus important sur les biens et services réels des autres pays du monde. Je reconnais qu'un déficit canadien accru est utile dans le contexte plus large du redressement des balances de paiements mondiales. Je préférerais évidemment que l'accroissement net de nos prélèvements sur les biens et services étrangers corresponde également à un accroissement net des ressources affluant sur les marchés canadiens, et non simplement à une substitution des ressources étrangères pour nos ressources nationales. S'il survenait un accroissement net des ressources disponibles sur nos marchés, notre problème d'inflation serait allégé. Si les ressources provenant de sources étrangères n'étaient pas une substitution pour la production nationale, notre problème de l'emploi serait diminué.

Si nous pouvons maintenir nos programmes d'investissements nous constatons de meilleurs résultats en tirant pleinement avantage de la hausse des importations nettes de biens et de capitaux. Les investissements amélioreront notre propre productivité et contribueront à maintenir notre position concurrentielle. À l'heure actuelle, les investissements fixes commerciaux demeurent relativement fermes et constituent en fait le principal soutien de l'économie. Je suis très conscient des dangers que représente pour le programme d'investissement la baisse des bénéfices